



## Communiqué de l'intersyndicale étudiant-e-s et personnels

Toulouse, Mardi 22 mai 2018

Les organisations syndicales étudiant-e-s et de personnels condamnent la mise en place d'un dispositif répressif sur tout le campus, composé de dizaines de barrages filtrants, de plus de 70 agents de sécurité équipés de tasers et de matraques et de maîtres-chiens.

Les étudiant-e-s et personnels qui refusaient de se plier à ces mesures de sécurité, notamment obligation de décliner son identité, ont rapidement été confronté-e-s à la violence de ce dispositif : insultes dont certaines à caractère raciste, tasers, menaces des maîtres-chiens, bousculades, heurts et coups, filmés par de nombreuses personnes.

Suite à ces violences, les organisations syndicales ont demandé à rencontrer l'administrateur provisoire pour dénoncer cette situation excessive. Cette rencontre a eu lieu en présence de l'inspectrice IGAENR, du Directeur Général des Services et de l'Attachée de Cabinet.

Nous lui avons fait part de notre condamnation des faits qui venaient de se produire et nous lui avons demandé la levée immédiate de ce dispositif sécuritaire qui est totalement contradictoire avec la volonté déclarée d'une reprise des activités normales dans un climat apaisé.

L'administrateur provisoire a refusé d'accéder à notre demande et l'inspectrice générale, représentante du Ministère, a déclaré ne trouver rien de choquant dans ce dispositif et dans les violences qui ont pu en découler.

Nous condamnons une décision autoritaire qui impose une ouverture du campus différée entre les personnels et les étudiant-e-s. Nous condamnons aussi le fait que des responsables syndicaux étudiant-e-s et de personnels aient été empêché-e-s d'accéder à leurs locaux syndicaux.

Nous informons les personnels qu'il n'y a aucune obligation à décliner son identité ou à présenter sa carte professionnelle aux entrées de l'université pour accéder à son lieu de travail.

**Nous appelons donc les personnels à refuser ce contrôle d'identité et à se rassembler devant l'entrée principale de l'université, dès 8h30, demain, mercredi 23 mai 2018, pour réclamer ensemble la levée de ce dispositif répressif.**